

ENQUÊTE QUATRIÈME VOLET / 4

L'Agence régionale de santé au chevet du patient

Par Bernard Virel



Daniel Lenoir, qui prendra ses fonctions lundi, va de suite s'atteler à un «projet régional de santé». Avant de constituer l'agence qui va faire travailler ensemble médecins de ville, hôpitaux, acteurs de la prévention

Nommé directeur de l'agence régionale de santé mercredi par Nicolas Sarkozy, Daniel Lenoir nous accorde sa première interview. Nordiste de naissance, il s'apprête à relever un sacré défi : faire travailler ensemble tous les acteurs de la santé.

- Vous revenez dans une région où vous êtes né. Quelle vision en avez-vous ?

« C'est vrai que je suis originaire du bassin minier. Mais j'ai quitté la région depuis longtemps. Je reste toutefois frappé à la fois par le retard dans le domaine de la santé avec des handicaps très lourds et notamment une surmortalité dans toutes les grandes pathologies, des problèmes d'organisation du système de soins et de densité médicale, principalement chez les spécialistes, mais en même temps un vrai dynamisme et de nombreux atouts. »

- Quelles sont ces forces justement ?

« Il y a un potentiel hospitalo-universitaire considérable au centre hospitalier, à la Catho, mais aussi dans le secteur privé. La région a aussi fait preuve d'une grande capacité d'initiative dans la mise en place de réseaux de soins et de santé. J'ai en tête aussi un investissement de longue date des acteurs de la santé qui de façon coordonnée ont investi dans la promotion de la santé. Même s'il peut y avoir des résultats probablement un peu décevants par rapport à l'investissement, cette capacité d'agir ensemble est importante.

Autres atouts : c'est une région en moyenne plus jeune que les autres et elle fait partie du nord de l'Europe avec des possibilités de coopérations transfrontalières dont certaines sont déjà très développées. »

- Que pensez-vous de l'organisation du système de soins ?

« L'organisation du système de soins n'est pas adaptée à l'évolution de la médecine. On a une coupure entre la prévention et les soins, entre la médecine de ville et l'hôpital. C'est une organisation qui reste marquée par une vision un peu trop artisanale de l'exercice de la médecine. Il faut aller vers une organisation où chacun joue plus son rôle de manière coordonnée. Si on veut faire ça, il faut décroiser l'ensemble des structures... »

- D'où la création des agences régionales de santé... En quoi va consister votre travail dans l'immédiat ?

« À partir de lundi, jour de ma prise de fonctions en tant que préfigurateur, je vais m'atteler à l'élaboration du projet régional de santé, avec des schémas d'organisation par exemple pour les soins, ou pour la prévention. Cela nécessite un diagnostic approfondi de la situation sanitaire et du système de soins pour voir comment celui-ci peut le mieux répondre aux problèmes de la région en matière de santé. Mon autre mission, mais c'est la même, c'est de constituer l'agence régionale de santé qui sera l'outil pour mettre en oeuvre ce projet de santé. Une vraie adaptation à la région, ce qui ne s'est jamais fait, d'une politique de santé qui continue de relever de la solidarité nationale. »

- Que vont devenir les anciens acteurs de la santé : DRASS, DDASS, et même conseil régional très impliqué ?

« Il faut que tous restent acteurs, comme aussi les professionnels de santé. On ne sera pas trop pour régler les questions qui se posent. Avec l'ARS, on va créer une nouvelle institution où tout le monde aura sa place... »

- Pensez-vous vraiment que la région sortira un jour de son état ?

« Je pense que c'est faisable même si ça prendra du temps. Il y a des facteurs sur lesquels on peut jouer rapidement et d'autres pas. Ainsi dans le domaine alimentaire, la modification des habitudes est un travail de longue haleine, c'est vrai, mais il y a des choses qu'on peut changer rapidement. Et en tout cas plus vite que dans le domaine de l'environnement où les pratiques peuvent avoir un effet à très long terme, comme on le sait dans une région marquée par son passé industriel. »

- Avez-vous une ambition particulière ?

« Oui. Ce que j'aimerais, c'est qu'on aille plus loin dans une vraie réorganisation du système de soins. Qu'elle soit à la fois plus rationnelle et plus centrée sur le patient, plus humaine et mieux organisée. Ce serait qu'on arrive dans cette région à être pilote dans cette réorganisation. Et on en a les moyens. »

Des réactions positives, seul le conseil régional...



«Mettre dans une même instance la prévention, la médecine de ville et l'hospitalisation, c'est génial», dit Olivier Lacoste (ORS).

C'est un quasi-plébiscite... L'arrivée de l'agence régionale de santé est vue d'un très bon œil par la majorité des acteurs régionaux de santé. Seul le conseil régional, également acteur important dans le domaine sanitaire, fait entendre sa différence. ...

« L'idée de mettre en place dans une même instance la prévention, la médecine de ville et l'hospitalisation, c'est génial », s'enthousiasme tout d'abord Olivier Lacoste, directeur de l'ORS (observatoire régional de la santé). Il ne voit que des avantages à l'arrivée de cette structure prête à appréhender la santé dans toutes ses dimensions. Même sentiment dans le secteur privé. Denis de Fremont (Générale de santé) évoque un espoir pour les années à venir : « Ce qui est extrêmement important pour nous, avec l'arrivée de l'ARS, c'est le décroisement de l'ensemble des acteurs qui concourent à la santé dans une région. Avec un grand pari : faire se parler des acteurs qui aujourd'hui se parlent peu ou pas.

Or le fond du problème dans les structures de prise en charge des patients est bien ce cloisonnement qui apparaît comme une limite.... Maintenant, comment les différents acteurs vont-ils arriver à travailler ensemble ? C'est le pari des années à venir. Cela devrait concourir à une optimisation des moyens pour les patients. »

« Une institution caporalisée »

Michel Autès, vice-président du conseil régional chargé de la santé, tempère, lui, l'optimisme général. Il évoque « la fin d'un cycle » et insiste sur un travail mené même hors compétences. « On a changé la structure de l'offre de soins dans le Nord - Pas-de-Calais », souligne-t-il, en précisant le coup de pouce financier apporté pour des équipements (scanner, IRM). Avec un budget de 25 ME (15 ME en investissement). Et l'arrivée de l'ARS ? « Pourquoi avoir mis en place cette nouvelle approche dans une institution caporalisée ? Un seul chef, un seul décideur. Il faut craindre les effets de lourdeur. » Surtout, il dénonce le fait d'avoir mis le conseil régional de côté : « Un poste au conseil de surveillance, c'est tout. » Ce qui ne l'empêche pas d'annoncer la poursuite du combat : « On continuera à réclamer des moyens pour le Nord - Pas-de-Calais. »

B. Vi. - PHOTO MAX ROSEREAU

La Voix de Bernard Virel : « Un défi »

Il fut un temps où Roselyne Bachelot envisageait d'expérimenter l'agence régionale de santé dans la région. Un signe fort pour des habitants qui en attendaient après la révélation de notre mauvais état sanitaire.

Mais l'attente est restée vaine, tout comme celle de moyens supplémentaires pour améliorer les soins et la prévention. Et maintenant ? L'ARS arrive, ici comme ailleurs. Avec tous les espoirs qu'elle porte en elle. Alors, pas question de jouer les rabat-joie mais, comme la plupart des acteurs de la santé, d'y croire... Une révolution se prépare, mais sera-ce suffisant pour inverser la tendance ? Si le tout nouveau directeur, Daniel Lenoir, y croit, il mesure le défi qui s'offre à lui. C'est un traitement de choc que toute une région attend. Rien que ça.